

ALLOCUTION DE M. ADEBAYO ADEDEJI, SECRETAIRE EXECUTIF
DE LA COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE
A L'OCCASION DU TRENTIEME ANNIVERSAIRE DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES

Vendredi 24 octobre 1975

Monsieur le Président du Conseil militaire administratif
provisoire de l'Ethiopie socialiste,

Messieurs les Ministres et membres
du Gouvernement éthiopien,

Messieurs les Ambassadeurs,

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

Nous sommes rassemblés en cette occasion pour commémorer le trentième anniversaire de l'établissement des Nations Unies, organisation vouée à la réalisation d'une volonté qui, aux termes de sa Charte, est de "préserver les générations futures du fléau de la guerre" ainsi que de "favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande".

Chaque anniversaire de la signature de la Charte des Nations Unies est une occasion de réflexion, réflexion qui porte sur les circonstances ayant amené la création de l'Organisation et sur les fins que celle-ci entend servir. Il y a trente ans, à la fondation de cette Organisation, le monde chancelait sous les effets de la guerre la plus dévastatrice de l'histoire de l'humanité. Cet anniversaire nous offre l'occasion de passer en revue l'évolution de l'Organisation des Nations Unies, d'examiner son caractère et son état actuels, et d'envisager sa voie et ses possibilités futures. Il doit aussi être pour les gouvernements et pour les peuples une occasion de réaffirmer leur foi dans les buts et les principes de la Charte des Nations Unies.

L'instauration de la paix dans le monde demeure l'objectif primordial des Nations Unies. Par des décisions procédant de consultations et d'un assentiment général, le Conseil de sécurité est intervenu avec efficacité à propos de maints problèmes compliqués et délicats, formulant des principes directeurs pour le règlement de questions politiques

d'une grande complexité. De nombreux conflits locaux se sont produits depuis l'établissement des Nations Unies, et le fait qu'aucun d'entre eux n'a jusqu'ici dégénéré en une catastrophe mondiale est dû dans une très large mesure aux efforts incessants de l'Organisation, et en particulier du Conseil de sécurité, dans leur quête constante de solutions pacifiques aux problèmes humains.

La tâche de promouvoir la paix dans le monde ne représente toutefois qu'une partie de la fonction des Nations Unies. Au cours des années, une importance croissante a été attachée au rôle de la coopération internationale dans l'accélération du développement économique et social. La reconnaissance de cette importance a conduit à consacrer deux sessions extraordinaires de l'Assemblée générale à l'examen exclusif de l'ordre économique international et des principaux problèmes économiques qui se posent aux Etats Membres de l'Organisation. La Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international ainsi que la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, élaborés à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, pourraient marquer un tournant décisif dans les relations économiques entre les Etats Membres.

La septième session extraordinaire, qui a eu lieu le mois dernier et a été consacrée expressément au développement et à la coopération internationale, s'inscrit, à en juger par les résolutions qu'elle a adoptées, dans le prolongement logique de la sixième session extraordinaire. Ces deux sessions extraordinaires se déroulant ainsi l'une immédiatement à la suite de l'autre soulignent l'importance que la communauté mondiale attache aujourd'hui aux objectifs de justice économique et sociale, de chances équitables pour tous les peuples, et d'instauration d'un nouvel et plus juste système économique international.

Nul doute que la Commission économique pour l'Afrique, en tant qu'organe du secrétariat des Nations Unies, ait un rôle important à jouer pour aider à atteindre les objectifs économiques et sociaux des Nations Unies en général et à instaurer le nouvel ordre économique international en particulier. Depuis sa création en 1958, la Commission, conformément à son mandat, a consacré une grande partie de son activité à des recherches et études en vue d'identifier et de définir les problèmes économiques et sociaux de l'Afrique. Maintenant, la Commission se prépare à des activités opérationnelles et à l'application de solutions pratiques à ces problèmes, en plus de son rôle traditionnel de centre d'étude et de réflexion. Ce faisant, la Commission répond non seulement aux pressions venant des Etats membres, mais aussi à la prise de conscience de plus en plus nette, au sein du système des Nations Unies, de la nécessité pour les commissions régionales de jouer dans les affaires économiques un rôle positif à l'échelon tant national que régional.

Pour que l'Afrique tire le maximum de profit du nouvel ordre économique international, il faut que la coopération économique régionale reçoive une nouvelle impulsion, non seulement par des mots, mais par des actes. Aucun continent n'a davantage besoin de coopération économique que l'Afrique. Sur les 46 pays africains indépendants, 28 ont une population égale ou inférieure à 5 millions d'habitants, et 15 une population comprise entre 5 millions et 10 millions d'habitants. Cela étant, sauf pour un petit nombre de pays, une coopération à l'échelle multinationale dans la production et la distribution des biens et services essentiels est une condition nécessaire pour atteindre de façon satisfaisante les objectifs socio-économiques nationaux.

La CEA a déjà consacré dans le passé beaucoup d'attention à la promotion de la coopération économique, soit directement en encourageant la formation de groupements économiques, soit indirectement en patronnant la création d'institutions et d'éléments d'infrastructure multinationaux. C'est ainsi que la Commission a été en mesure de promouvoir ou de favoriser l'établissement d'institutions multilatérales comme la Banque africaine de développement à Abidjan en Côte d'Ivoire, l'Institut africain de développement économique et de planification à Dakar au Sénégal, les Centres d'études démographiques à Yaoundé au Cameroun et à Accra au Ghana, l'Institut de statistique à Kampala en Ouganda et le Centre régional de formation aux techniques des levés aériens à Ile-Ife au Nigéria. Le Bureau des routes transafricaines institué à la Commission sert de secrétariat à trois comités intergouvernementaux pour la planification et la réalisation coordonnées de trois importants projets de construction routière intéressant

la région, à savoir celui de la route transafricaine de Mombassa à Lagos, celui de la route transsahélienne de Dakar à Ndjamena, et celui de la route côtière longeant la courbe littorale de l'Afrique de l'Ouest, de Nouakchott à Lagos. A ces trois projets s'ajoute celui de la route transsaharienne d'Alger à Gao et Arlit. Ces quatre projets, qui intéressent 34 pays africains, représentent un réseau routier couvrant une partie importante du continent.

Des propositions en vue de la construction d'un axe routier est-africain reliant le Caire à Addis-Abéba et à Gaborone en desservant le Soudan, le Kenya, la Tanzanie et la Zambie sont actuellement à l'étude.

La Commission, en collaboration avec l'OUA, la BAD et l'UIT, a déjà pu réunir 80 p. 100 des 140 millions de dollars des Etats-Unis représentant le capital à investir pour la mise en place du Réseau panafricain de télécommunications (PANAFTEL) qui, s'étendant sur 20 000 km, devrait constituer dans la région un système rationnel, indépendant et plus économique de communication.

Parmi les autres activités de la Commission dans le domaine de l'infrastructure, il convient de mentionner le rôle essentiel qu'elle a joué dans la création de l'Union africaine des chemins de fer et des Associations sous-régionales d'administrations portuaires. Dans le secteur monétaire, la Commission a favorisé l'institution de l'Association des banques centrales africaines et de la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest. La Commission étudie les moyens pratiques susceptibles de permettre l'expansion du commerce intra-africain et, en collaboration avec l'OUA, les possibilités d'améliorer la capacité industrielle et de remédier à l'insuffisance de la production vivrière du continent. Pour nous par conséquent, le principal problème que pose le nouvel ordre économique international est de mener à bonne fin les projets régionaux en voie de réalisation, de donner une impulsion nouvelle à la mise en oeuvre des projets déjà formulés, et de promouvoir d'autres mesures pratiques pour une coopération féconde entre les pays africains.

La CEA, en tant que principal agent régional des Nations Unies en Afrique pour les activités économiques et sociales d'ordre mondial, continuera d'organiser des conférences régionales en vue de l'élaboration des positions du continent préalablement aux conférences mondiales. C'est à cette fin que nous avons déjà organisé au cours de l'année écoulée des conférences régionales préparatoires à la Conférence mondiale de l'alimentation, à la Conférence de Lima sur le développement industriel et à la Conférence mondiale sur les établissements humains (HABITAT). Le mois prochain se tiendra à Alger une conférence régionale africaine préparatoire à la Quatrième CNUCED. Au cours des 12 prochains mois, la CEA organisera également des conférences régionales en préparation aux conférences mondiales sur la désertification, l'eau et l'emploi. La Commission a travaillé en collaboration harmonieuse avec l'OUA pour la préparation de toutes ces conférences régionales.

Cela dit, je tiens à évoquer ici un instant l'importante et toute première conférence mondiale du genre, qui s'est tenue à Mexico au début de l'année. Je veux parler de la Conférence de l'Année internationale de la femme. Les femmes constituent la moitié de la population totale de l'Afrique comme de sa population active. La majeure partie de la population féminine active vit et travaille dans les zones rurales. Les femmes, par leurs activités dans le domaine de l'agriculture, de la commercialisation des produits et des soins familiaux, ont supporté une grande part des charges économiques dans leurs pays respectifs; beaucoup cependant reste à faire pour rendre leur vie plus productive et moins pénible. L'Année internationale de la femme marque le début d'une ère nouvelle où les femmes africaines devront voir de mieux en mieux reconnu leur rôle dans le développement national. Pour y contribuer, la Commission met sur pied un Centre africain de recherches et de formation pour la femme, ayant pour but d'organiser selon les besoins la formation nécessaire en vue d'une intégration plus complète des femmes dans le processus de développement.

L'Année écoulée a vu s'accomplir un certain nombre de pas en avant dans le processus de décolonisation en Afrique. A l'exception de l'Angola, tous les anciens territoires coloniaux portugais du continent, à savoir le Mozambique, les Iles du Cap-Vert ainsi que Sao Tomé et Príncipe, ont maintenant accédé à l'indépendance, et l'Angola obtiendra la sienne le mois prochain. Avec l'admission de ces pays à l'ONU, le nombre des Etats membres de la CEA s'élève maintenant à 46. J'attends avec

avec espoir le moment où tous les pays du continent, en tant que membres à part entière des Nations Unies, joueront au sein de la Commission leur rôle dans le développement économique et social de l'Afrique.

Avant l'établissement des Nations Unies en 1945, la notion de sécurité collective était essentiellement associée à l'idée de prévention de la guerre. Aujourd'hui, grâce aux Nations Unies, d'autres formes de sécurité sont prises en considération. Au nombre de celles-ci figurent la sécurité économique collective et la sécurité mondiale en matière d'alimentation. Les efforts entrepris pour protéger et aménager l'environnement peuvent être considérés comme un stade de l'évolution des politiques en vue d'une sécurité de l'environnement sur le plan mondial. La communauté mondiale commence à prendre conscience de l'interdépendance de tous les pays à travers le monde et à se rendre compte des possibilités de vie meilleure et plus riche qu'offrent les techniques modernes. Mon espoir le plus cher est que, dans cette tâche exaltante qui se propose à l'humanité, les pays africains continueront de jouer un rôle positif, dynamique et constructif afin d'aider à atteindre les objectifs de la Charte par le recours aux institutions internationales en vue de favoriser le progrès économique et social de tous les peuples.

En commémorant ce trentième anniversaire de la fondation de notre organisation mondiale, rappelons-nous donc que le seul moyen de servir la cause des Nations Unies et d'assumer les responsabilités qu'elle entraîne consiste, selon les termes de la Charte, "à pratiquer la tolérance et à vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage".